

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE COMTE

ZA du Bardeff
56500 Moréac

Références : SLG/VLF/E/2025
Code AIOT : 0005501874

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement LE COMTE implanté ZA du Bardeff - 56500 Moréac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE COMTE
- ZA du Bardeff 56500 Moréac
- Code AIOT : 0005501874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Moréac est un centre d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules terrestres hors d'usage, principalement des tracteurs agricoles. Composé d'un effectif de 4 salariés, il assure également la vente de pièces neuves et d'occasions pour tracteur. Cet établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 novembre 1988.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Caractéristique des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Entreposage des fluides issus de la dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Sans objet
7	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 25/11/1988, article 3-10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les contrôles effectués par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant présente des difficultés dans les suivis environnementaux (gestion de l'application "Trackdéchets", surveillance de ses rejets dans l'eau...) et dans l'entretien de l'installation (rétention encombrée ou dégradée), bien que des investissements techniques pour l'amélioration de l'étanchéité des sols ont été réalisés depuis la visite d'inspection du 25 juillet 2018.

Des améliorations sont également nécessaires en matière de sécurité avec la mise en œuvre d'un registre des produits dangereux auquel sera annexé un plan général des stockages, et l'installation d'un dispositif de détection de fumées dans chaque local technique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : L'établissement est inscrit dans Trackdéchets. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre des déchets, ni les bordereaux de suivi de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'approprier l'outil "Trackdéchets". Il doit transmettre à l'inspection un registre où sont consignés les déchets sortants du site de Moréac pour la période allant du 1er juillet 2024 au 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Caractéristique des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Imperméabilisation des sols
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats : Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués et les pièces issues de la dépollution des véhicules sont entreposés sur des aires étanches munies d'une bordure. Les fluides issus de la dépollution des véhicules sont stockés sur des rétentions, à l'exception du liquide de refroidissement entreposé à l'extérieur (cf. fiche de constat n° 8). La rétention située sous le réservoir d'huiles usagées est dégradée. L'aire de démontage est située dans l'atelier, sous abri, et sur un sol étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réparer la rétention située sous le réservoir d'huiles usagées et s'assurer de son étanchéité. Il veille également à ce que le liquide de refroidissement soit stocké sur rétention, et à ce que les rétentions sur lesquelles sont stockés les fluides issus de la dépollution des véhicules soient suffisamment dimensionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection de fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinés à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : Certains locaux sont équipés de dispositif de détection de fumées. Toutefois, le local de vente n'en dispose pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit équiper l'ensemble des locaux techniques de dispositif de détection de fumées et s'assure de leur entretien.</p> <p>Il dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et la transmet à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan des locaux comportant une description des dangers pour chaque local tel que prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (cf. fiche de constat n° 5).</p>

<p>L'établissement est doté d'extincteurs. Par sondage, l'inspection a constaté que ces extincteurs détiennent bien une vérification périodique à jour.</p> <p>Un poteau incendie d'un réseau public est situé à proximité du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit actualiser le plan de l'établissement en y ajoutant les produits dangereux stockés (cf. fiche de constat n° 5), les dispositifs de détection de fumées et les extincteurs.</p> <p>L'exploitant s'assure auprès du SDIS 56 que le poteau incendie, situé à proximité du site, est opérationnel en cas d'incendie et en tout point de l'établissement.</p> <p>Il s'assure également, auprès du gestionnaire du réseau d'eau, que ce poteau incendie permet de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.</p> <p>Il transmettra les résultats de ces deux consultations à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des produits dangereux - Plan général des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus dans l'établissement, ni de plan général des stockages de ces produits dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit produire un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus dans l'établissement.</p> <p>Il doit aussi actualiser le plan de l'établissement en y ajoutant les produits dangereux stockés dans chaque local, les dispositifs de détection de fumées et les extincteurs.</p> <p>Il transmettra le registre et le plan général des stockages à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des VHU non dépollués
Prescription contrôlée : Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : L'inspection a constaté que les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués sont entreposés dans une zone de stockage étanche, munie d'une bordure et distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Ces véhicules ne sont pas empilés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/1988, article 3-10
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pneumatiques
Prescription contrôlée : [...] Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à 50 m3. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins quinze mètres, une voie de circulation d'au moins huit mètres sera prévue autour de chaque dépôt. [...]
Constats : L'établissement dispose d'un unique dépôt de pneumatiques. Lors de la visite d'inspection, la hauteur de stockage de ces pneumatiques n'excédait pas 3 mètres et le volume du dépôt ne dépassait pas 50 mètres cubes. La voie de circulation reliant le dépôt est accessible et large d'au moins 8 mètres. Il est à noter qu'une évacuation de pneumatiques a eu lieu quelques jours auparavant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer, en permanence, que le volume du dépôt des pneumatiques ne dépasse pas les 50 mètres cubes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des fluides issus de la dépollution des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des fluides extraits des VHU
Prescription contrôlée : [...] Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. [...]
Constats : Les fluides issus de la dépollution des véhicules sont introduits dans des contenants étanches, fermés et stockés sur des rétentions, à l'exception du liquide de refroidissement déversé dans un Grand Récipient Vrac (GRV) entreposé sur aucune rétention à l'extérieur. L'inspection a constaté que la rétention du réservoir d'huiles usagées est dégradée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réparer la rétention située sous le réservoir d'huiles usagées et s'assurer de son étanchéité. Il veille également à ce que le liquide de refroidissement soit stocké sur rétention, et à ce que les rétentions sur lesquelles sont stockés les fluides issus de la dépollution des véhicules soient suffisamment dimensionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause,

le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées par deux réseaux spécifiques avant d'être traitées par des séparateurs d'hydrocarbures et rejetées au milieu naturel.

Un premier réseau relie le premier séparateur d'hydrocarbures situé au Sud-Est du site.

Un second réseau relie le deuxième séparateur d'hydrocarbures situé au Nord du site.

Enfin, les eaux susceptibles d'être polluées de l'aire de lavage des véhicules terrestres hors d'usage sont collectées par un autre réseau spécifique menant à un troisième séparateur d'hydrocarbures. A la sortie de ce dernier séparateur, les eaux traitées rejoignent le second réseau puis le deuxième séparateur d'hydrocarbures.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué les deux derniers bons d'intervention relatifs au nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures datant de 2023 et 2024. Toutefois, ces documents ne permettent pas de savoir si les trois séparateurs du site ont été nettoyés.

Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les bordereaux de traitement des déchets issus de ces interventions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection tout document justifiant de la réalisation effective du nettoyage des trois séparateurs d'hydrocarbures présents dans l'établissement au titre de l'année 2024.

Il doit aussi transmettre les bordereaux de traitement des déchets issus de cette intervention de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Depuis 2023, l'exploitant n'a pas fait procéder, pour aucun point de rejet au milieu naturel des eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues de son établissement, à des mesures de concentrations des valeurs de rejet à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU) de la nomenclature des ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire procéder, pour chaque point de rejet au milieu naturel des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (au nombre de 2), à des mesures de concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois